

Armes

Les Suisses votent avec leurs pieds

BERNARD WICHT

Avec une augmentation de 9% des achats d'armes en 2012 pour un montant total de 152 millions de francs, dont 63 millions en matériel de guerre et 89 millions en équipement pour une utilisation privée, les Suisses – une fois de plus – votent avec les pieds!

Tous ces citoyennes et citoyens qui font usage de leur droit civique pour acquérir et posséder une arme construisent une «nouvelle» légitimité de fait. Implicitement, ils disent au gouvernement et à la classe politique qu'«un citoyen sans son fusil n'est qu'un contribuable» et que, dans les périodes troublées comme la nôtre, «on ne possède que ce qu'on peut défendre».

Au moment où l'armée suisse tergiverse, où elle ne fait plus confiance ni à ses soldats ni à ses officiers au point de leur retirer leur arme de service s'ils ont manqué une séance de tir obligatoire. Au moment où la grande majorité des instructeurs militaires manient

LES SUISSES SONT EN TRAIN DE REDÉFINIR LES TERMES DE LA LÉGITIMITÉ CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE EN EUROPE.

beaucoup plus adroitement le Power Point que le fusil d'assaut. Au moment où plusieurs polices cantonales tentent subrepticement de désarmer la population via les tracasseries administratives, voire une interprétation très restrictive de la loi en vigueur, les Suisses montrent que, consciemment ou inconsciemment, ils ont compris que nous avons changé d'époque: ils

construisent une deuxième ligne de défense!

Ils avaient déjà adopté une attitude semblable face aux fusions des grandes banques, à l'exemple de celle entre l'UBS et la SBS, dont le premier résultat avait été le licenciement de plusieurs milliers de collaborateurs.

En réponse, les citoyens suisses sont allés retirer leurs modestes économies de ces institutions pour les placer dans les banques cantonales et les caisses Raiffeisen. Rappelons au passage que ce réflexe les a protégés de la crise financière de 2008, les petites banques étant très peu concernées par les subprimes et autres produits financiers toxiques...

En conséquence, «voter avec les pieds» et «construire une deuxième ligne de défense» vont de pair: c'est la réaction instinctive de citoyens qui pensent et agissent par eux-mêmes, qui savent (par atavisme historique) qu'un Etat démocratique repose sur la souveraineté populaire et non l'inverse.

Dès lors, après le système bancaire, c'est au tour de la défense de faire l'objet de la construction d'une deuxième ligne de défense. La démocratie suisse fonctionne bien... très bien, et c'est réjouissant, en particulier au moment où nous entrons dans un nouveau Moyen Age. Mais elle fonctionne moins

PROFIL



BERNARD WICHT
Fribourgeois de 53 ans, marié, père de 3 enfants, Bernard Wicht est un spécialiste des questions stratégiques, qu'il enseigne depuis 2001 à l'Université de Lausanne. En parallèle à son activité professionnelle auprès de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, il a publié de nombreux ouvrages, notamment *Une nouvelle guerre de Trente Ans? Réflexion et hypothèse sur la crise actuelle* (Le Polémarque, 2010).

bien selon les manuels de sciences politiques et les modalités de la démocratie parlementaire ou représentative que selon le concept de non-fragilité développé récemment par Nassim Nicholas Taleb*.

En d'autres termes, les Suisses du XXI^e siècle (à l'instar de leurs ancêtres du XV^e siècle) sont en train de redéfinir les termes de la légitimité citoyenne et démocratique en Europe. Celle-ci n'a semble-t-il pas pour principal méridien de référence les droits de l'homme, mais plutôt l'autonomie, cette dernière se comprenant comme la faculté de maîtriser ses propres processus, de définir soi-même ses propres conditions d'existence.

Au XV^e siècle, *schwitzer werden* (devenir suisse) ne signifiait rien d'autre... c'est-à-dire pratiquer le self-government en dehors des structures dominées alors par la noblesse féodale.

Aujourd'hui, cette «nouvelle» légitimité doit non seulement être entretenue, mais aussi nourrie. Une hausse des achats d'armes de 10% en 2013 serait une étape heureuse. Il faut également développer les concepts correspondants: la liberté républicaine doit être relue à la lumière des défis contemporains, c'est-à-dire des nouvelles formes de tyrannie qui menacent l'homme contemporain.

Il faut identifier et nommer les nouvelles gardes prétoriennes qui risquent d'étouffer la liberté. Il faut se souvenir que le bien commun se conçoit par opposition aux intérêts privés et aux émotions passagères. La relecture des classiques peut nous y aider. Machiavel, Hobbes, Locke viennent ainsi nous rappeler que «la liberté désarmée est la proie du premier maraudeur», que cet outil du pouvoir par excellence que sont les armes appartient au souverain, à savoir aux citoyens et non à des seuls professionnels payés pour faire ce travail.

De l'Antiquité à nos jours, la tyrannie a pris des visages très différents qu'il a fallu à chaque fois commencer par décrypter... c'est notre premier travail aujourd'hui! ◦

*«Antifragile: how to live in a world we don't understand». De Nassim Nicholas Taleb. Londres, Allen Lane, 2012.